CONSEIL MUNICIPAL PROCES-VERBAL DE SEANCE

Séance du 07 février 2025 à 20 heures 00 minutes
Hôtel de Ville

Quorum : 11

Présents :

M. ALBUCHER Jean Claude, M. BARBARIN Michel, Mme BIDAUT Nathalie, M. CHERION Eric, Mme DESPHELIPON Jocelyne, Mme FERNANDES LERO Armanda, M. GUILLAUMIN Clément, Mme LABONNE Erika, M. LACARIN Daniel, Mme LAUCHARD Dominique, M. MAREMBERT Jean-Claude, Mme MERITET Nelly, M. PETIT Jean-Paul, M. RONDEPIERRE Vincent, Mme VAGNE Michèle

Procuration(s) :

Mme DEPOORTER Véronique donne pouvoir à Mme BIDAUT Nathalie, Mme POMMIER Nelly donne pouvoir à Mme LABONNE Erika, Mme VERNAUDON Céline donne pouvoir à Mme VAGNE Michèle

Absent(s) :

M. BONNEAU Hugues

Excusé(s) :

Mme DEPOORTER Véronique, Mme POMMIER Nelly, Mme VERNAUDON Céline

Secrétaire de séance : M. MAREMBERT Jean-Claude

Président de séance : M. BARBARIN Michel

Approbation du PV de la séance du 2 décembre 2024 à l'unanimité

Lecture des décisions du Maire :

Décision n°2024-012 – décision virement de crédit n°2 – budget musée

Adoption de l'ordre du jour :

- 1 - RTE - Construction d'un nouveau poste électrique - Monsieur le Maire
  - 2 - Création de nouveaux services communs - approbation des transferts de charges à la suite de l'avis de la CLECT impact sur l'attribution de compensation des communes adhérentes - Rapporteur – Mme MERITET
  - 3 - Construction d'une crèche - plan de financement définitif - Rapporteur - M. PETIT
  - 4 - Amendes de police - Rapporteur - M. PETIT
  - 5 - Maison médicale Pasteur - installation d'une pompe à chaleur multi-splits réversible -demande accord définitif - Rapporteur - M. PETIT
  - 6 - Créances éteintes - Rapporteur - M. PETIT
  - 7 - Engagement des crédits avant le vote du budget - Rapporteur - M. PETIT.
  - 8 - ATDA - Allier Bourbonnais Territoires - Approbation des nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale - Rapporteur - Mme BIDAUT
- Communications diverses

Adopté

1 - RTE - Construction d'un nouveau poste électrique

Monsieur le Maire

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu les objectifs européens et nationaux en matière de transition énergétique, en particulier le Grenelle de l'environnement et la loi de transition énergétique,

Vu l'exposé fait par Monsieur le Maire concernant le projet de construction d'un poste électrique haute tension au centre du Bourbonnais, sur le croisement des communes de Souvigny, Cressanges et Besson, relié aux lignes à haute tension BAYET-SAINT-ELOI, BAYET-GAUGLIN, BAYET-SEMINAIRE et CRESSANGES-SEMINAIRE,

Vu la réunion publique qui s'est tenue en mairie de Souvigny le 31 janvier 2025, ayant permis aux habitants et aux parties prenantes d'exprimer leurs avis et leurs questions sur ce projet,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 5 février 2025,

Considérant que la commune de Souvigny soutient le développement des énergies renouvelables (EnR) sur son territoire et souhaite participer activement à l'atteinte des objectifs de transition énergétique à l'échelle européenne et nationale,

Considérant que le développement des énergies renouvelables dans le département de l'Allier, dont le potentiel est estimé à plus de 1 200 MW à moyen terme, fait de ce territoire le plus dynamique de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Considérant que la création d'un nouveau poste électrique à haute tension est nécessaire pour permettre l'évacuation de l'énergie produite par ces projets d'énergies renouvelables sur le réseau électrique existant,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide :

1. De confirmer l'intérêt de la commune de Souvigny pour le projet de construction d'un poste électrique haute tension présenté par RTE, situé au carrefour des communes de Souvigny, Cressanges et Besson, et relié aux principales lignes électriques de la région.
2. De se prononcer favorablement à la poursuite du projet, dans le cadre de l'adaptation du réseau électrique aux enjeux de la transition énergétique et au développement des énergies renouvelables.
3. D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de ce projet, y compris la signature de tous documents et actes administratifs, notamment ceux permettant à la commune d'obtenir des revenus liés à la réalisation du projet.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Prise de parole :

Monsieur le Maire précise que le projet ne verra le jour qu'en 2030, à condition qu'il soit retenu. Il ajoute également que la commune pourrait éventuellement bénéficier de l'IFER (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux)

2 - Création de nouveaux services communs - approbation des transferts de charges à la suite de l'avis de la CLECT - impact sur l'attribution de compensation des communes adhérentes
Rapporteur - Nelly MERITET

Le Conseil Municipal sur présentation de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu le courrier de Monsieur le Président de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 10 décembre 2024 transmettant le rapport de la CLECT réunie le 9 décembre 2024, approuvant création de nouveaux services communs – approbation des transferts de charges,

Considérant que Moulins Communauté a souhaité poursuivre la mutualisation en proposant la création de nouveaux services communes à savoir le service de la communication, reprographie, le service des archives et le règlement général de protection des données,

Considérant en conséquence, la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 9 décembre 2024 afin d'acter les attributions de compensation des Communes (Moulins, Yzeure, Toulon sur Allier, Chézy, Gouise et Pouzy Mésangy) souhaitant adhérer aux nouveaux services communs et a remis un document évaluant les nouveaux montants, et joint en annexe,

Considérant que la Ville de MOULINS adhère à l'ensemble des nouveaux services communs proposés par MOULINS COMMUNAUTE et que les charges annuelles transférées compensées par la diminution correspondante de l'attribution de compensation s'élèvent à 285 562 €,

Considérant que conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport du conseil municipal par le président la commission,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 5 février 2025,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal approuve le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées adopté lors de sa réunion du 9 décembre 2024.

VOTE : Adoptée à la majorité (Pour : 17, Contre : 1, Abstention : 0)

Pour : M. ALBUCHER Jean Claude, M. BARBARIN Michel, Mme BIDAUT Nathalie, M. CHERION Eric, Mme DESPHELIPON Jocelyne, Mme FERNANDES LERO Armanda, M. GUILLAUMIN Clément, Mme LABONNE Erika, M. LACARIN Daniel, Mme LAUCHARD Dominique, M. MAREMBERT Jean-Claude, Mme MERITET Nelly, M. PETIT Jean-Paul, Mme VAGNE Michèle, Mme DEPOORTER Véronique (représentée par Mme BIDAUT Nathalie), Mme POMMIER Nelly (représentée par Mme LABONNE Erika), Mme VERNAUDON Céline (représentée par Mme VAGNE Michèle)

Contre : M. RONDEPIERRE Vincent

Abstention :

Prise de parole :

Monsieur Rondepierre soulève la question de savoir pourquoi cette délibération est soumise à l'approbation du conseil municipal, alors que la commune n'est pas directement concernée par cette décision

Madame Méritet précise que les services proposés auraient pu intéresser la commune, mais que, par exemple, en ce qui concerne le RGPD, la commune est déjà en contrat avec l'ATDA

3 - Construction d'une crèche - plan de financement définitif

Rapporteur - Jean-Paul PETIT

Monsieur le Maire rappelle :

Par délibération n°2022.010 en date du 11 février 2022, le conseil municipal a décidé :

- d'approuver le plan de financement prévisionnel, les fiches actions, les plans et les études concernant le dispositif de reconquête des centres-villes et centres-bourgs
- d'approuver le coût des travaux de 3 000 000 € par tranches
- la programmation sur cinq années consécutives avec les plans de financement prévisionnel,
- d'autoriser le maire à poursuivre les démarches et à signer l'ensemble des documents administratifs relatifs à ce dossier,
- d'inscrire au budget les dépenses correspondantes,

Vu la délibération n°2022.065 en date du 5 décembre 2022 relative à l'actualisation du plan de financement pour la construction d'une crèche,

Vu la délibération n°2023.006 en date du 6 février 2023 relative à l'actualisation de plan de financement après consultation des entreprises.

Il convient d'approuver le plan de financement définitif ainsi qu'il suit :

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 5 février 2025, il est proposé au conseil municipal de valider le plan de financement définitif pour la construction de cette structure d'accueil petite enfance.

Dépenses :	Prix HT	
Lot 1 : VRD	90 439.40 €	
Lot 2 : Gros oeuvre	114 185.58 €	
Lot 3 : Charpente bois	14 286,58 €	
Lot 4 : Couverture	41 734,40 €	
Lot 5 : Menuiseries extérieures/intérieures	78 401.41 €	
Lot 6 : Plâterie, peinture, isolation	58 982.63 €	
Lot 7 : Sol souple faïence	14 434,75 €	
Lot 8 : Plomberie, chauffage, sanitaire	54 755.40 €	
Lot 9 : Electricité	44 199.58 €	
Maîtrise d'œuvre Pichon	36 800,00 €	
Préparation du terrain	2 080.00 €	
APAVE (Bureau de contrôle)	3 960.00 €	
Mission SPS	1 808,50 €	

APPUISOL (étude de sol)	5 210,00 €	
Divers (orange, assainissement, extinc ...)	6 622.01 €	
Mobilier	46 371.32 €	
TOTAL	614 271.86 €	

Recettes :	%	Montant
DETR 50% sauf mobilier	45	279 580.00 €
Autres MSA	1	10 000,00 €
Autres MSA	1	10 000.00 €
CAF	33	204 000,00 €
Autofinancement	20	120 691.86 €
TOTAL	100	614 271.86 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré donne un avis favorable.

VOTE : Adoptée à la majorité (Pour : 14, Contre : 0, Abstention : 4)

Pour : M. BARBARIN Michel, Mme BIDAUT Nathalie, M. CHERION Eric, Mme DESPHELIPON Jocelyne, Mme FERNANDES LERO Armanda, M. GUILLAUMIN Clément, M. LACARIN Daniel, Mme LAUCHARD Dominique, Mme MERITET Nelly, M. PETIT Jean-Paul, M. RONDEPIERRE Vincent, Mme VAGNE Michèle, Mme DEPOORTER Vér.

....onique (représentée par Mme BIDAUT Nathalie), Mme VERNAUDON Céline (représentée par Mme VAGNE Michèle)

Contre :

Abstention : M. ALBUCHER Jean Claude, Mme LABONNE Erika, M. MAREMBERT Jean-Claude, Mme POMMIER Nelly (représentée par Mme LABONNE Erika)

4 - Amendes de police

Rapporteur - Jean-Paul PETIT

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2334-24 et suivants,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu les amendes de police perçues par la commune,

Vu la possibilité d'affecter une partie de ces amendes à des projets spécifiques,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 5 février 2025,

Considérant l'intérêt d'utiliser ces ressources pour financer des actions ayant une finalité d'amélioration de la sécurité publique, de la salubrité et de la tranquillité publiques,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

4. De faire une demande de subvention auprès du conseil départemental, dans le cadre des amendes de police perçues par la commune pour l'année 2024, en vue de financer :
  - Sécurisation des ilots centraux des entrées Est et Ouest du Bourg (installation de nouveaux panneaux et de plots lumineux, peinture réfléchissante)

- Installation un système d'alimentation par panneau solaire au radar pédagogique installé Rue de la Verrerie

Le montant de la dépense s'élève à 4 361.29 €

5. De désigner Monsieur BARBARIN, Maire de la commune ou ses adjoints pour être en charge de cette demande de subvention et des démarches administratives nécessaires auprès de l'autorité compétente ;
6. De solliciter le concours des services compétents pour préparer et soumettre un dossier complet dans les plus brefs délais.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

5 - Maison médicale Pasteur - Installation d'une pompe à chaleur multi-splits réversible - demande accord définitif

Rapporteur - Jean-Paul PETIT

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 15 juillet 2024 le conseil municipal a décidé :

7. D'adopter le projet d'installation d'une pompe à chaleur multi-splits air/air réversible à la maison médicale
  - D'adopter le plan de financement
  - De solliciter le Département et Moulins Communauté pour une subvention

Coût HT : 9 560.66 € en dépenses et en recettes

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 27 septembre 2024,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le projet définitif et son plan de financement ainsi qu'il suit :

Dépenses :

9 560.66 € HT

Recettes :

Moulins communauté FFI	2 390.00 €	25%
Conseil Départemental dispositif « solidarité départementale »	4 780.00 €	50 %
Autofinancement	2 390.66 €	25%
TOTAL	9 560.66 €	100 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Adopte le projet définitif et le plan de financement
- S'engage à inscrire les crédits nécessaires au budget de la commune de l'année en cours

- Sollicite l'aide du Département de l'Allier et de Moulins communauté

VOTE : Adoptée à l'unanimité

6 - Créances éteintes

Rapporteur - Jean-Paul PETIT

Sur proposition de Monsieur le comptable public par courrier explicatif du 16 janvier 2025,

Vu la somme de 467.95 € correspondant à des factures de cantine impayées au profit de la commune.

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 5 février 2025,

Considérant l'obligation d'annuler ces créances par l'émission d'un mandat au compte 6542.

Après concertation avec les services du Trésor Public,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

ARTICLE 1 :

Décide de statuer en créances éteintes les titres ci-dessous

Budget Comptable	NOM Débiteur	Prénom débiteur	Référence Titre	Emission	Montant pièce	Solde TTC	Date d'application mesure
40800	RAYMOND	Fabienne	211	12/07/11	132,30 €	132,30 €	07/03/18
40800	RAYMOND	Fabienne	383	15/11/11	39,20 €	39,20 €	
40800	RAYMOND	Fabienne	133	23/04/12	115,15 €	115,15 €	
40800	RAYMOND	Fabienne	250	12/07/12	181,30 €	181,30 €	
TOTAL MANDAT						467,95 €	

ARTICLE 2 :

Dit que le montant total de ces titres s'élève à 467.95 €

ARTICLE 3 :

Dit que les crédits seront inscrits en dépenses sur le budget primitif 2025 du budget communal.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Prise de parole :

Monsieur le Maire tient à souligner le travail important accompli par les services administratifs afin d'éviter ce genre de situation

7 - Engagement des crédits avant le vote du budget

Rapporteur - Jean-Paul PETIT

L'article L.1612-1 du CGCT prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de cet article s'apprécie au niveau des chapitres ou des articles (en fonction du choix initial du vote du budget par l'assemblée délibérante) du budget 2024.

A l'exception des crédits afférents au remboursement de la dette, les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1 c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites aux budgets primitifs (BP) et aux budgétaires supplémentaires, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives.

En revanche, les crédits inscrits en restes à réaliser (RAR) ne doivent pas être retenus pour déterminer le ¼ des ressources susceptibles de pouvoir être engagé, mandaté et liquidé par l'exécutif avant le vote du budget.

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 5 février 2025,

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'ouverture de crédits par anticipation au vote du budget primitif 2025 comme mentionné ci-dessous.

Opération	Crédits votés au BP N (crédits ouverts) <i>a</i>	RAR N-1 inscrits au BP N (crédits reportés) <i>B</i>	Crédits ouverts au titre de décisions modificatives votées en N <i>c</i>	Montant total à prendre en compte <i>d = a+c</i>	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L.1612-1 du CGCT 1/4
225	207 884.94 €	1 468.50 €	0 €	207 884.94 €	51 971.24 €
233	72 923.88 €	39 542.80 €	0 €	72 923.88 €	18 230.97 €
236	368 043.90 €	247 084.35	0 €	368 043.90 €	92 010.98 €
256	402 564.20 €	594 712.80 €	0 €	402 568.20 €	100 642.05 €
20		19 020.00 €	0 €		
204		41 104.00 €	0 €		

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal émettent un avis favorable.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Prise de parole :

Monsieur le Maire précise que la chaudière de la cantine doit être changée

8 - ATDA - Allier Bourbonnais Territoires - Approbation des nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale
Rapporteur - Nathalie BIDAUT

Monsieur le Maire rappelle que l'Agence Technique Départementale de l'Allier est un établissement public administratif qui a pour objet d'apporter une assistance d'ordre juridique, financier et technique à ses collectivités adhérentes.

Ainsi, l'ATDA propose à ses membres :

- Au titre des missions de base :
  - Une assistance informatique,
  - Une assistance en matière de développement local,
  - Une assistance à maîtrise d'œuvre,
  - Une assistance financière,
  - Une assistance juridique,

- Au titre du service optionnel assistance technique voirie-ouvrage d'art :
  - Une assistance technique (voirie, espaces publics, ouvrages d'art, bâtiments),
  - Une assistance au suivi des ouvrages d'art,
  - Une assistance à la gestion de la voirie
  - Un appui à la rédaction des actes du domaine public.

- Au titre du service optionnel urbanisme
  - Une assistance pour l'application du droit de sols pour les communes compétentes et les EPCI compétents,
  - Une assistance en matière d'urbanisme réglementaire.

- Au titre du service optionnel protection des données à caractère personnel
  - Une assistance pour l'application du RGPD
  - Un appui à la tenue du registre des traitements
  - Une assistance en cas de violations des données personnelles

- Une assistance en matière de cybersécurité.

La dernière révision des statuts de l'ATDA a été approuvée par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 juillet 2018.

Depuis lors des changements sont intervenus et réclament la modification de certaines dispositions statutaires.

Ainsi, lors de sa réunion du mercredi 27 novembre 2024 à Cosne d'Allier, l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ATDA a décidé d'adopter à l'unanimité des votants la modification des statuts portant sur les points suivants :

- Valider le principe d'une nouvelle identité « Allier Bourbonnais Territoires » de l'agence,
- Simplifier le fonctionnement de la structure en accordant des pouvoirs élargis au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale Ordinaire notamment en termes de modification de statuts, e de fixation des cotisations et des tarifs des prestations.
- Mise en conformité avec les différents rapports de Chambres Régionales de Comptes sur le fonctionnement et la gestion des agences techniques départementales, en ouvrant notamment les prestations de l'agence à des entités publiques ne pouvant être membres ou encore en introduisant dès le prochain renouvellement du Conseil d'Administration l'élection de ses membres par les représentants du collège des adhérents.

Conformément aux statuts en vigueur, le Conseil municipal doit donner son avis par délibération sur cette modification statutaire,

Après avoir entendu l'exposé,

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5511-1,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu la délibération n° DEL AGE 112024-1 du 27 novembre 2024 de l'Assemblée Générale Extraordinaire approuvant la modification des statuts de l'Agence Technique Départementale de l'Allier sur les points suivants :

- Valider le principe d'une nouvelle identité « Allier Bourbonnais Territoires » de l'agence,
- Simplifier le fonctionnement de la structure en accordant des pouvoirs élargis au conseil d'administration et à l'assemblée générale extraordinaire notamment en termes de modification de statuts, et de fixation des cotisations et des tarifs des prestations,
- Mise en conformité avec les différents rapports de Chambres Régionales des Comptes sur le fonctionnement et la gestion des agences techniques départementales, en ouvrant notamment les prestations de l'agence à des entités publiques ne pouvant être membres ou

encore en introduisant dès le prochain renouvellement du Conseil d'Administration l'élection de des membres par les représentants du collège des adhérents.

Vu les statuts approuvés par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ATDA en date du 27 novembre 2024, ci-joint,

Après en avoir délibéré :

APPROUVE les statuts modifiés tels qu'annexés à la présente délibération,

AUTORISE le maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise à la Préfecture de l'Allier pour le contrôle de légalité et sera ensuite notifiée à : Monsieur le Président d'Allier Bourbonnais Territoires, 1 av Victor Hugo, B.P. 1669 – 03016 MOULINS Cedex

VOTE : Adoptée à la majorité (Pour : 17, Contre : 0, Abstention : 1)

Pour : M. ALBUCHER Jean Claude, M. BARBARIN Michel, Mme BIDAUT Nathalie, M. CHERION Eric, Mme DESPHELIPON Jocelyne, Mme FERNANDES LERO Armanda, M. GUILLAUMIN Clément, Mme LABONNE Erika, M. LACARIN Daniel, Mme LAUCHARD Dominique, M. MAREMBERT Jean-Claude, Mme MERITET Nelly, M. PETIT Jean-Paul, Mme VAGNE Michèle, Mme DEPOORTER Véronique (représentée par Mme BIDAUT Nathalie), Mme POMMIER Nelly (représentée par Mme LABONNE Erika), Mme VERNAUDON Céline (représentée par Mme VAGNE Michèle)

Contre :

Abstention : M. RONDEPIERRE Vincent

Communications diverses

Concours agricole de Moulins – remerciements des organisateurs pour les lots octroyés.

Banc poème – les ateliers du chapeau rouge ont fait don à la municipalité du banc poème intitulé « débat national » situé Rue de la République. Une lettre de remerciement a été envoyée.

Remerciements : M. et Mme MORILLON remercient la commune pour les condoléances adressées lors du décès de leur fils Thomas.

Recensement population : de nombreux logements vides et de résidences secondaires.

Marché de la Chandeleur – 8 février organisé par le comité des fêtes.

City-stade – les travaux ont débuté.

Lavoirs : Lecture de la lettre de M. GILBERT, qui remercie la commune pour les réparations effectuées sur les lavoirs ainsi que pour la bâche installée sur la maison à pan de bois.

Maison à pan de bois : Madame VAGNE explique que les travaux sont retardés en raison de l'absence de la DETR. Toutefois, le dossier a été réouvert cette année, et nous espérons obtenir le 1% paysage proposé par la Préfecture. La commission travaux et RCVCB se réunira lundi à ce sujet. Il est précisé que les travaux de restauration ne pourront pas être terminés cette année. Monsieur le Maire souhaite que ce projet progresse rapidement.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance, il est 20H45.

Monsieur le Maire remercie l'assistance.

Le Secrétaire de séance,

Fait à SOUVIGNY

Le Maire,